

# Les Galapagos : du mythe d'un espace vierge au partage disputé de la rente

Christophe GRENIER\* et Claude de MIRAS\*\*

Le rapport entre développement économique et protection de la nature revêt aux Galapagos une importance particulière : leur extraordinaire histoire naturelle inspira à Darwin la théorie de l'évolution et, dans l'imaginaire mondial, leur image est celle d'un sanctuaire exceptionnel, naturel et scientifique. Pourtant le contraste entre cette représentation figée et largement diffusée et l'évolution réelle de l'archipel, maintenant peuplé par environ 12 000 colons et sillonné annuellement par plus de 40 000 touristes, ne peut plus être ignoré.

Pour comprendre le paradoxe du peuplement et de la dégradation des Galapagos, alors même qu'elles continuent d'être présentées comme un modèle de protection de la nature, nous retracerons en premier lieu l'évolution historique de l'archipel. En situation d'isolement total depuis ses origines, il fut progressivement relié au reste du monde à partir du XVI<sup>e</sup> siècle : d'abord par des incursions étrangères, ensuite par son intégration à l'espace national équatorien et enfin, depuis une vingtaine d'années, par sa situation dans les réseaux « conservationnistes »<sup>1</sup> et touristiques mondiaux.

Cette démarche nous permettra ainsi de saisir la mise en place, à partir des années cinquante, d'un ensemble d'acteurs constitué par l'État équatorien, les colons, les naturalistes et, plus tard, les entreprises touris-

\* Allocataire Orstom en thèse de géographie, en affectation aux Galapagos, mission Orstom, Apartado 17-11-06596, Quito, Équateur.

\*\* Économiste Orstom, responsable du programme Migrations et tourisme aux Galapagos développé dans le cadre de la convention passée entre l'Orstom et la fondation Charles-Darwin, mission Orstom, Apartado 17-11-06596, Quito, Équateur.

<sup>1</sup> Nous utiliserons le terme de « conservationniste », venu des États-Unis où sont nés l'écologie et les concepts de protection de la nature, comme synonyme de « protecteur de la nature ». Mais « conservationniste » est plus précis dans la mesure où cela implique l'idée de « conservation », au sens français du terme, c'est-à-dire une « mise en conserve » ou plutôt une « mise en défens » d'un espace afin de le protéger.

tiques. Si leurs logiques ont pu cohabiter jusqu'à la fin des années quatre-vingt, leurs contradictions paraissent aujourd'hui difficilement surmontables et vont faire des Galapagos un espace doublement mythique. En effet, la nature insulaire, exceptionnellement intacte jusqu'aux années quatre-vingt, correspondait au mythe d'une nature « vierge » et édénique : c'est ce qui a attiré scientifiques et touristes dans l'archipel. Mais alors que cette nature est aujourd'hui de plus en plus dégradée, ce premier mythe n'existe plus : il a été remplacé par un autre, sous forme d'image diffusée à l'extérieur des îles par l'État, les institutions conservacionnistes et les entreprises touristiques, afin de continuer d'attirer les touristes.

Nous questionnerons aussi la capacité de ce système d'acteurs à protéger la nature et à gérer la colonisation des îles. Il faudra dans ce sens nous demander si la colonisation humaine des Galapagos est un phénomène exogène et spontané ou bien si, au contraire, elle peut s'analyser comme conséquence de diverses logiques, y compris — paradoxalement — celles des institutions conservacionnistes.

L'étude de cas de ce micro-système géographique hautement symbolique nous renverra finalement à la notion de développement durable, qui tente de rendre compatible, en théorie du moins, croissance économique et protection de l'environnement.

## LA FORMATION DU SYSTÈME : LE RATTACHEMENT DES GALAPAGOS AU MONDE (1535-1973)

### Espace ouvert et souveraineté nationale

Les Galapagos, après leur découverte par l'évêque espagnol Berlanga en 1535, deviennent un « espace ouvert » (GRENIER, 1994) : l'empire espagnol n'a jamais exercé son emprise sur ces îles qui servent, dès la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, de repaire aux pirates. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle apparaissent des baleiniers, nord-américains pour la plupart, qui chassent dans les eaux froides et nutritives de l'ouest des Galapagos (fig. 1).

Pirates et baleiniers n'ont jamais véritablement constitué le noyau de peuplement des Galapagos : l'archipel n'était pour eux qu'un relais dans leurs réseaux couvrant les mers du globe. Le saccage des îles commence dès cette époque par l'introduction d'espèces animales (chèvres, rats) et par la chasse des tortues terrestres fournissant viande et huile<sup>2</sup>. Cette

<sup>2</sup> Aujourd'hui, l'île de Santiago compte 100 000 chèvres introduites dès cette époque. Sur Pinta ou Floreana, la capture systématique des tortues a provoqué leur disparition.

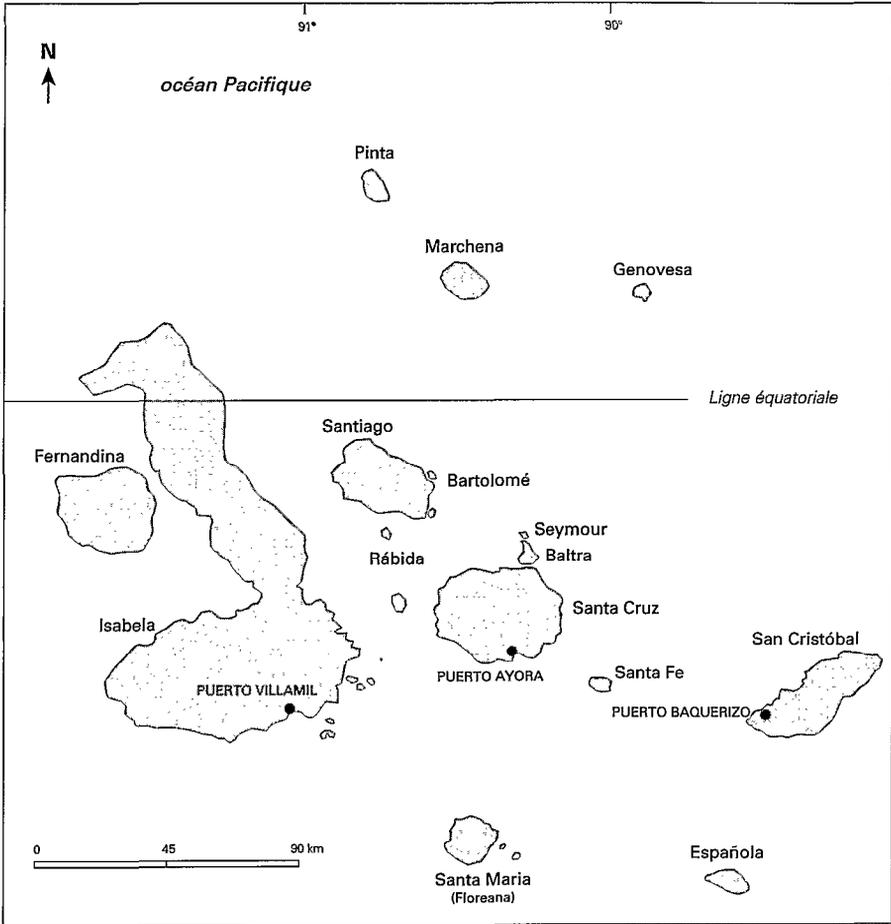


FIG. 1. — Archipel des Galapagos. Équateur.

logique d'« espace ouvert », dont les acteurs sont alors des étrangers mais seront par la suite des Équatoriens, va se poursuivre tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à aujourd'hui, bien après l'annexion des Galapagos par l'Équateur (en 1832).

Alors que son caractère de *no man's land* le rend attractif pour les acteurs transnationaux, l'archipel est répulsif pour les citoyens du nouvel État équatorien : les tentatives de colonisation s'y succèdent pendant tout le XIX<sup>e</sup> siècle sans jamais dépasser quelques centaines d'habitants. Ainsi, lorsque Darwin fait relâche à Floreana, en 1835, il note que :

« [...] s'y est établie une petite colonie. Il y a 2 ou 300 habitants qui sont presque tous des hommes de couleur bannis pour crimes politiques [...]. Bien que les habitants se plaignent incessamment de leur pauvreté, ils se procurent sans peine tous les aliments qui leur sont nécessaires » (DARWIN, 1985 : 161)<sup>3</sup>.

La logique de la souveraineté nationale promue par l'État équatorien vise à aller au-delà de l'annexion formelle pour intégrer ce nouveau territoire à l'espace national par son peuplement. Commencent alors les déportations de prisonniers politiques et de droit commun, de mauvais payeurs et de prostituées vers les Galapagos dans les sinistres *colonias penales*, les grands domaines dans lesquels :

« la main-d'œuvre est subordonnée au maître, qui est autonome par rapport à l'État tout en profitant de son appui, et qui est le propriétaire des biens et ressources existant et exerce une autorité tyrannique grâce à son propre appareil répressif » (SILVA, 1992 : 218).

L'État équatorien délègue ainsi à des intérêts privés le soin de coloniser les îles. Pour tenter d'affirmer sa souveraineté sur les Galapagos, l'Équateur s'appuie historiquement d'abord sur une colonisation de migrants forcés à travers l'exploitation, privée et autonome, des ressources naturelles locales. C'est une transition de l'« espace ouvert », sans loi, vers l'intégration au territoire national sous l'autorité de l'État.

Dans cette période de souveraineté encore incertaine, et face aux problèmes posés par l'exercice du pouvoir étatique sur cette lointaine dépendance océanique, il fut question, plusieurs fois au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, d'échanger l'archipel contre une réduction de la dette extérieure du pays ; mais, le nationalisme aidant, il n'en a rien été. Le dernier avatar de ce caractère répulsif de l'archipel pour les Équatoriens est l'établissement, de 1946 à 1959, d'un pénitencier sur l'île d'Isabela.

La logique de souveraineté nationale de l'État équatorien s'affirmera de façon plus active aux Galapagos à partir des années cinquante. Pour comprendre cette expansion dans les frontières nationales, il faut se souvenir qu'en 1942 l'Équateur est pressé par les États-Unis, soucieux d'éviter que ses alliés du sous-continent continuent de s'entre-déchirer, de signer le traité de Rio de Janeiro. Le pays se voit amputé des quatre cinquièmes de la partie amazonienne de son territoire<sup>4</sup>, au profit du Pérou. Les Américains, entrés en guerre contre l'Axe, établissent

<sup>3</sup> Six ans après le séjour de Darwin, la colonie de Floreana est dissoute après que les colons, réduits à l'esclavage, se soient révoltés. Il ne faudra pas moins de trois autres tentatives pour que cette île soit habitée définitivement, à partir de... 1930 !

<sup>4</sup> Soit près de la moitié de la superficie du territoire national.

une base militaire sur l'île de Baltra pour couvrir l'accès au canal de Panama. En 1945, ils souhaitent se maintenir dans la zone en demandant — en vain — l'usufruit par bail de l'archipel.

C'est en agissant sur le plan international que l'État équatorien va arrimer définitivement les Galapagos à l'espace national. D'abord, pour contrer les incursions des flottes thonières californiennes dans les eaux de l'archipel, l'Équateur se joint en 1952 au Chili et au Pérou pour revendiquer une « zone économique exclusive » de 200 milles au large de ses côtes. Les Galapagos accroissent ainsi le domaine maritime du pays de 800 000 km<sup>3</sup> et lui donnent un droit territorial sur l'Antarctique selon le système de projection géographique en vigueur. L'archipel n'est plus marginal dans la géopolitique équatorienne mais constitue la base océanique de celle-ci, et devient à cette occasion la « deuxième zone navale » du pays.

En 1959, et avec l'appui de l'Unesco, l'Équateur déclare 97 % de la surface émergée des Galapagos « parc national ». C'est donc en plaçant les Galapagos dans le champ international de la protection de la nature que l'État équatorien va parvenir à intégrer l'archipel à son espace national. Quelle meilleure dénomination que celle de « parc national » pour affirmer la souveraineté d'un État sur une portion de son territoire ?

Trois pour cent de la superficie de l'archipel restent hors du périmètre protégé<sup>5</sup>. C'est autant l'antériorité de la présence humaine sur ces îles que la volonté d'affirmation de la souveraineté nationale sur l'archipel qui ont déterminé ce zonage. Dans ce sens, entre 1956 et 1959, l'État a encouragé la colonisation de la *parte alta* — ou zone agricole — de Santa Cruz, qui était vide d'habitants, par des agriculteurs équatoriens. L'État va favoriser à la fois l'expansion d'une colonisation locale interne et la construction de l'espace national en s'appuyant sur une logique internationale de protection de la nature.

## Recherche scientifique et protection de la nature

Depuis le passage de Darwin, les Galapagos sont considérées par les naturalistes comme objet de science. D'abord en raison d'écosystèmes uniques au monde. Là se sont développées, par des apports en provenance d'un continent situé à mille kilomètres, des espèces animales et végétales qui ont évolué en vase clos, pendant des milliers d'années, en s'adaptant à des biotopes très particuliers : des îles volcaniques

<sup>5</sup> Cette zone vouée au peuplement humain se distribue entre les quatre îles déjà colonisées (de manière définitive depuis 1874 pour San Cristobal, 1893 pour Isabela, 1926 pour Santa Cruz et 1930 pour Floreana) et l'île de Baltra, qui est une base militaire.

récentes situées sous la ligne équinoxiale, aux côtes très sèches baignées alternativement par la dérive de Humboldt et le courant chaud centre-équatorial, et aux hauteurs perpétuellement humides. Ensuite, par une comparaison interinsulaire d'espèces très proches, issues d'une même souche mais s'étant diversifiées selon leur mode alimentaire, Darwin a fondé la théorie de l'évolution. L'homme n'ayant peuplé l'archipel que très récemment, certaines îles sont encore des objets d'étude presque intacts.

Ces caractéristiques naturelles exceptionnelles ont conduit les scientifiques européens et américains à s'intéresser aux Galapagos depuis cent cinquante ans. Ils le font au moyen d'expéditions qui, jusqu'à la première moitié du *xx*<sup>e</sup> siècle, s'embarrassent peu de la souveraineté équatorienne sur l'archipel<sup>6</sup>. Ces naturalistes étrangers, grands exportateurs de spécimens, font partie de réseaux scientifiques transnationaux pour lesquels les Galapagos sont un « espace ouvert », « naturellement voué » à la science. Car l'archipel est devenu un lieu intensément étudié et symbolique, à l'échelle mondiale, des sciences naturelles :

« L'esprit des Galapagos finit par symboliser l'idée que se faisait toute une culture sur ses relations avec l'ordre écologique de la terre » (WORSTER, 1992 : 134).

Le projet scientifique a été le premier à se donner une représentation globale de l'espace des Galapagos en proposant une organisation conséquente de l'espace insulaire : l'archipel doit être protégé comme sanctuaire écologique parce qu'il est un objet de science irremplaçable. Cette représentation est d'autant plus évidente pour les naturalistes que les Galapagos les intéressent précisément parce qu'elles ont été jusqu'à il y a peu de temps situées hors de l'œkoumène<sup>7</sup>. Ce projet naturaliste débouche sur la constitution du parc national des Galapagos, sous tutelle de la fondation Charles-Darwin, fondée elle aussi en 1959.

Dès lors, le champ des sciences naturelles aux Galapagos, de transnational, devient à la fois international et national, tout en se muant en « conservationnisme ». Le symbole de cette transformation est la fondation Charles-Darwin, organisation non gouvernementale, de droit international et reconnue par l'Équateur. D'une part, elle conseille le

<sup>6</sup> « Une étude de l'académie des sciences de Californie fait état durant le siècle passé d'au moins neuf expéditions scientifiques dont les collections importantes — exportées généralement sans autorisation officielle — ont largement profité aux jardins zoologiques, musées et collectionneurs milliardaires anglo-européens. [...] Ces missions dans les eaux territoriales équatoriennes furent réalisées sans le nécessaire contrôle maritime et scientifique officiel... » (SILVA, 1992 : 269).

<sup>7</sup> Espace habitable de la surface terrestre.

gouvernement équatorien en matière de protection de la nature dans l'archipel, et, d'autre part, elle accueille des chercheurs, pour la plupart étrangers, qui mènent leurs études à partir de la station de recherche Charles-Darwin située à Puerto Ayora sur l'île de Santa Cruz. Un compromis se dessine donc entre l'État et le « conservationnisme » international : les Galapagos sont équatoriennes ; cependant, au nom de l'humanité<sup>8</sup>, elles doivent être protégées.

La fondation Charles-Darwin reste néanmoins une sorte d'enclave étrangère aux Galapagos<sup>9</sup>. L'État équatorien, en matière de protection du milieu, cherchera donc à doubler institutionnellement la fondation : de 1969, année où est créé le Service du parc national Galapagos, installé à côté de la station de recherche Charles-Darwin, à 1992, qui voit la fondation de l'Inefan (Instituto Ecuatoriano Forestal y de Areas Naturales y Vida Silvestre), on ne compte plus les institutions publiques équatoriennes qui interviennent dans la protection de la nature aux Galapagos. Certains secteurs de l'État conseillent même, dès le début des années soixante-dix, d'« équatorianiser » l'enclave étrangère qu'est la station de recherche Charles-Darwin ; mais en vain car, jusqu'à présent, la fondation Charles-Darwin jouit d'une solide réputation internationale, véritable rempart face aux ambitions hégémoniques de l'État équatorien sur les Galapagos.

### Un archipel attractif : l'affirmation de la souveraineté, les débuts du tourisme et la provincialisation

Le texte de loi instituant le parc national stipule que :

« leur faune et leur flore [des Galapagos] constituent une richesse nationale qu'il est nécessaire de protéger, car l'archipel est un centre d'étude scientifique et un pôle du tourisme mondial... » (LARREA, 1982).

À la fin des années soixante-dix, le tourisme ne fait que débiter, mais il s'agit d'un projet soutenu par l'État, qui va se développer sur le moyen terme. Son objectif est de créer ainsi la base d'une économie aux Galapagos, en valorisant la renommée mondiale que lui assurent les institutions internationales chargées de la protection de la nature. Du même coup, l'espace insulaire est attractif non seulement pour les

<sup>8</sup> Cette formulation est officialisée en 1979, lorsque l'Unesco déclare les Galapagos « patrimoine naturel de l'humanité ».

<sup>9</sup> Par exemple, si la plupart des employés sont équatoriens, leur uniforme indique « *I support the conservation of Galapagos* », ce qui est étrange pour des personnes ne parlant pas l'anglais... La directrice actuelle est américaine (tous les directeurs de la station de recherche Charles-Darwin ont été des étrangers), la grande majorité des scientifiques-visiteurs est occidentale, et 90 % des titres de la bibliothèque sont en anglais.

touristes du monde entier mais aussi pour des candidats équatoriens à la colonisation. Le parc national devient de la sorte la clé qui permet à l'État de faire coïncider les intérêts d'acteurs aussi différents que les scientifiques/« conservationnistes » étrangers, les entrepreneurs touristiques équatoriens et les colons galapaguais, anciens et nouveaux.

En 1969, le Service du parc national Galapagos s'installe à Santa Cruz, aux côtés de la station de recherche Charles-Darwin et au centre géographique de l'archipel. Cette même année, la principale entreprise touristique équatorienne, Metropolitan Touring, inaugure ses visites guidées aux Galapagos : protection de la nature et tourisme sont désormais liés et, avant tout, affaires équatoriennes. Les îles manquant notamment d'infrastructures, il fallait l'expérience d'une entreprise comme Metropolitan Touring, déjà habituée à une riche clientèle européenne et américaine et ayant acquis avant la lettre, en Amazonie, les compétences de l'écotourisme, pour pouvoir lancer le tourisme aux Galapagos. Metropolitan Touring prend comme modèle le tourisme maritime développé en Grèce, fait l'acquisition d'un navire qui croisait en mer Égée et recrute son équipage ; il loue également un avion, met en place l'équipement de radio-navigation nécessaire à l'aéroport de Baltra, qui ne servait à l'époque qu'à de rares vols militaires, engage de jeunes guides européens et délimite les sites de visite en collaboration avec le Service du parc national Galapagos : l'activité touristique aux Galapagos est lancée.

En 1971, environ 4 000 visiteurs parcourent l'archipel et créent les conditions d'une économie locale, centrée sur Puerto Ayora. Des patrons-pêcheurs de l'île alors la plus peuplée, San Cristobal, émigrent au début des années soixante-dix vers Santa Cruz et aménagent leurs bateaux de pêche pour le transport des touristes ; les colons européens installés à Puerto Ayora s'insèrent également dans ce nouveau circuit économique. D'autres entreprises touristiques, venues du continent, vont déferler sur les îles et, avec elles, le flot attendu des nouveaux migrants. Depuis vingt ans, le flux touristique vers les Galapagos a évolué de façon extrêmement rapide (tabl. I).

Alors que les Galapagos avaient eu divers statuts territoriaux jusqu'en 1973, la junte militaire équatorienne au pouvoir à cette époque, caractérisée par un nationalisme de gauche, décrète la provincialisation des Galapagos<sup>10</sup>. Ce nouveau statut fait sauter le verrou du peuplement de l'archipel puisque, désormais, tout Équatorien est, selon la Constitution, libre de s'installer aux Galapagos.

C'est sans doute moins la provincialisation qui a attiré les migrants — malgré l'effet d'entraînement provoqué par l'extension de la fonction

<sup>10</sup> Les exportations pétrolières qui débutent en 1972 vont créer une conjoncture économique favorable à l'accroissement des dépenses publiques qu'impliquent la création d'une administration provinciale, de trois *Municipios* et de délégations des ministères centraux dans l'archipel.

TABLEAU I  
Évolution du flux touristique vers les Galapagos

Année	Nombre d'étrangers	Nombre d'Équatoriens	Total
1975	-	-	7 000
1980	13 465	3 980	17 445
1985	11 571	6 279	17 850
1990	23 956	17 236	41 192
1991	25 931	14 815	40 746
1992	26 448	12 823	39 271
1993	36 682	10 136	46 818

Sources : Centro de Datos de la Dirección de Areas Naturales y Vida Silvestre (Inefan, Ministerio de Agricultura y Ganaderia).

publique dans l'archipel — que le développement du tourisme. Celui-ci n'aurait pourtant pas été possible sans ce statut administratif provincial, qui à la fois laisse libre accès à la main-d'œuvre du continent et permet de dégager des fonds publics nécessaires aux travaux d'infrastructure<sup>11</sup>.

Ce statut de province et l'expansion touristique ont conduit à une augmentation très rapide de la population des Galapagos à partir des années soixante-dix (tabl. II).

TABLEAU II  
Évolution démographique des Galapagos

Année	Population totale Galapagos	Taux moyen annuel		Population urbaine aux Galapagos
		Galapagos	National	
1950	1 346	-	-	-
1962	2 391	4,79 %	3,00 %	-
1974	4 037	4,54 %	3,02 %	58,4 %
1982	6 119	4,91 %	2,81 %	73,4 %
1990	9 785	5,90 %	2,21 %	81,9 %

Sources : Análisis de los resultados definitivos del V censo de población y vivienda 1990. Provincia de Galápagos. Inec. Agosto. 1992. Quito. Ecuador.

<sup>11</sup> Comme la route traversant l'île de Santa Cruz pour relier l'aéroport de Baltra à Puerto Ayora, inaugurée en 1974.

## LE FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME : PROTECTION DE LA NATURE, TOURISME ET MIGRATIONS

Ainsi établi, le « système Galapagos » va fonctionner pendant une vingtaine d'années : la protection de la nature permet au tourisme de se développer, et la croissance économique locale attire des migrants qui peuplent l'archipel et y renforcent ainsi la souveraineté équatorienne.

### **Tourisme et conservation : la protection de la nature comme rente**

L'une des interrelations fondamentales du système est celle qui lie la protection de la nature au tourisme. La conservation tire du milieu physique et biologique une valeur d'usage, qui fait des Galapagos un lieu d'investigation et d'observation exceptionnel. Cette valeur d'usage reconnue par les instances internationales, scientifiques et conservationnistes, va se transformer une première fois en valeur d'échange sous la forme d'une rente monétaire mobilisée à l'échelle internationale (WWF, Unesco, institut Max-Planck, fondations et donations diverses) et dans une faible mesure nationale (gouvernement équatorien), rente drainée vers les institutions conservationnistes locales. Cette valeur d'usage est transformée une seconde fois en valeur d'échange à travers l'activité touristique qui génère un transfert financier important en devises pour l'Équateur.

#### La rente touristique

La notion de protection du milieu aux Galapagos s'applique doublement : au capital naturel dans une optique de conservation, et au capital économique que représente une nature unique devenue intrant de l'activité touristique. Le milieu naturel a été métamorphosé en un capital écologique, puis est entré dans un processus de valorisation économique en constituant la base d'un produit marchand consommé sur le marché mondial du tourisme. Ainsi, les institutions conservationnistes qui assurent la sauvegarde du milieu naturel des Galapagos bâtissent et préservent le fonds de commerce de l'activité touristique : elles ont à leur charge tous les coûts du maintien en l'état du capital écologique alors que les entreprises touristiques, de leur côté, en tirent leur chiffre d'affaires, sans même devoir couvrir les coûts externes qu'induit leur activité économique sur l'environnement. L'absence d'une ponction fiscale significative sur ces entreprises touristiques — à l'échelle locale, provinciale ou nationale — atteste de la considérable subvention dont elles bénéficient au travers de l'aide internationale dirigée vers les institutions chargées de l'étude et de la protection de ce milieu naturel.

## La rente conservacionniste

À l'inverse, les organisations conservacionnistes sont entrées de plain-pied dans le champ de l'économie touristique. Une part importante du financement du Service du parc comme de la fondation Charles-Darwin est fonction du flux de touristes étrangers. Ces derniers, en entrant aux Galapagos, doivent acquitter une taxe de 80 dollars<sup>12</sup>. Par ailleurs, plus de la moitié des fonds de la fondation provient de donateurs sollicités à partir du fichier des visiteurs du parc national. Comme la récession mondiale réduit les subventions internationales destinées à la protection de la nature, ces organisations conservacionnistes ont chaque jour davantage besoin du tourisme pour se financer. Ainsi, une part croissante des fonds de la fondation Charles-Darwin dépend de sa réputation, de sa crédibilité et finalement de la perception que les nombreux visiteurs auront de son rôle : non seulement cette institution doit affirmer un savoir-faire en matière de protection dans l'archipel, mais elle doit aussi nécessairement développer un message en forme de « faire-savoir » à destination de l'extérieur et de ses bailleurs de fonds internationaux. La fondation trouve dans la noria touristique un moyen d'autopromotion internationale dont dépend sa reproduction institutionnelle. L'objectif est double pour cette fondation : recueillir des fonds et être connue et reconnue à l'échelle mondiale comme « la conscience écologique des Galapagos ». Enfin, comme la station de recherche Charles-Darwin est le site le plus visité du parc national des Galapagos, la fondation Charles-Darwin assure une part non négligeable de son financement en y vendant des chemisettes sur lesquelles s'inscrit son logo ; et le kiosque à « souvenirs » de la station de recherche réalise les meilleures ventes de l'archipel...

La recherche scientifique naturaliste, nationale ou étrangère, menée dans l'archipel paie à la station de recherche Charles-Darwin un droit d'entrée de 17 dollars par jour en 1993. En principe, il s'agit de la contrepartie d'un appui logistique ou d'un accueil dans les locaux de la station. Mais, celle-ci n'ayant pas de grands moyens matériels, appui et accueil restent souvent lettre morte : le bateau de la station de recherche est immobilisé au mouillage dans la baie de Puerto Ayora, les laboratoires ne sont guère opérationnels, les chambres à disposition des chercheurs sont vétustes et peu nombreuses, etc.

De plus, la fondation Charles-Darwin émet des avis — à la demande du Service du parc national Galapagos — sur l'opportunité d'autoriser telle ou telle recherche scientifique aux Galapagos. Le pouvoir de la fondation dans le champ scientifique est par conséquent considérable, compte tenu du nombre de chercheurs-visiteurs qui sillonnent les

<sup>12</sup> Les Équatoriens paient un droit d'entrée dix fois inférieur.

Galapagos. Le double contrôle de la taxe de recherche et de l'objet de cette recherche aux Galapagos, du simple fait d'être situé dans l'archipel, constitue la rente scientifique de la fondation et lui donne une fonction stratégique dans le domaine de la science et de la protection de la nature. Au-delà du flux de ressources, la fondation Charles-Darwin jouit ainsi d'un important capital symbolique.

### **Le circuit économique des Galapagos**

En Équateur, il n'existe pas de comptes économiques par province, comme il n'en existe pas non plus pour l'activité touristique. Pour tenter de caractériser le circuit économique de la province des Galapagos, nous sommes partis des quelques éléments macro-économiques disponibles ou reconstruits.

#### **L'État**

L'une des ressources importantes qui fondent l'économie de l'archipel provient des finances publiques. Malgré l'incertitude qui entache toujours les limites et donc l'évaluation d'un budget public, on peut s'en remettre aux chiffres fournis par la Banque centrale de l'Équateur pour tenter l'évaluation des dépenses de fonctionnement et d'investissement (auxquelles doivent être ajoutés des fonds régionaux spéciaux qui doublent presque l'effort budgétaire national en faveur des Galapagos). L'injection publique directe totale y atteint 2,7 millions de dollars et le niveau des dépenses publiques annuelles par tête dans l'archipel est de 276 dollars (au niveau national, la moyenne par habitant est de 178 dollars<sup>13</sup>).

Une autre forme de financement public peut être saisie au travers des prêts consentis par la Banque de développement à des agents économiques installés aux Galapagos. La structure particulière de la distribution des prêts par rapport aux autres régions du pays montre que la part productive (agriculture et élevage, industrie et artisanat) y est inférieure en valeur à 30 % du total distribué, alors qu'elle dépasse partout ailleurs les 75 % : cette orientation préférentielle vers le négoce renforce bien entendu le tissu urbain insulaire. Si le nombre de prêts accordés à des agents économiques installés aux Galapagos représente une faible proportion du total national (7/1 000), ni le nombre absolu de prêts consentis<sup>14</sup> ni le montant moyen par dossier<sup>15</sup> ne sont négligeables.

<sup>13</sup> En 1990, l'impôt sur le revenu par tête prélevé aux Galapagos n'excédait pas l'équivalent de 3 dollars et la taxe à la valeur ajoutée était inférieure à 2 dollars.

<sup>14</sup> 390 prêts, soit un prêt pour 25 habitants, alors qu'au niveau national, le rapport est d'un prêt pour 166 habitants.

<sup>15</sup> Un million de sucres en 1990, quand au niveau national cette même moyenne est à peine supérieure à deux millions, en incluant les grandes haciendas de la Sierra et les importantes plantations de la Côte.

L'injection totale de la Banque de développement est de 550 000 dollars pour 1990, soit 56 dollars par tête.

Si l'on retrouve ici, de façon comptable, l'affirmation de la souveraineté nationale, on voit au-delà s'esquisser une politique de développement qui vise à consolider une implantation humaine définitive.

## Le tourisme

La rubrique « voyage » de la balance des paiements, correspondant aux seules entrées de devises liées aux déplacements de voyageurs vers l'Équateur, est équivalente, en 1990, au quatrième rang des exportations du pays (exportations totales = 2,7 milliards de dollars), après le pétrole brut, les bananes et les crevettes. Les 180 millions de dollars du poste « voyage » correspondent aux 300 000 touristes étrangers qui entrent chaque année en Équateur. Environ 12 % de ceux-ci se rendent aux Galapagos (cf. tabl. I).

En distinguant les différentes formes de prestations (croisières à itinéraire fixe, variable et circuit journalier) et les différents postes de dépenses (croisières, hôtels, transports par avion du continent aux Galapagos, entrées au parc national Galapagos), on peut fournir un ordre de grandeur du chiffre d'affaires total du tourisme aux Galapagos et de sa répartition. Sur la base des données 1990-1992, on peut fixer le chiffre d'affaires direct<sup>16</sup> total annuel du tourisme étranger aux Galapagos à 35 millions de dollars (tabl. III).

TABLEAU III  
Répartition relative du flux de devises touristiques

Activité touristique	Répartition (%)
Transports aériens continent/Galapagos	34,4
Croisières itinéraires fixes	33,8
Croisières itinéraires variables	18,9
Entrées au parc national Galapagos	6,2
Hôtels	3,3
Autres dépenses diverses locales	1,7
Croisières itinéraires quotidiens	1,6
Total	100,0

<sup>16</sup> Le chiffre d'affaires direct recouvre ici seulement les dépenses directes totales, non compris les effets induits à travers la distribution de salaires, les dépenses d'investissement ou l'utilisation des profits.

Seules, les rubriques « croisières à itinéraires quotidiens », « hôtels » et « autres dépenses diverses locales » peuvent correspondre à des injections de valeur ajoutée dans le circuit économique insulaire. On peut ainsi estimer que la part de chiffre d'affaires qui transite significativement par l'économie locale insulaire n'excède pas les 3 millions de dollars, en oscillant très probablement entre 5 % et 10 % du chiffre d'affaires global annoncé. En se basant sur une population totale officielle (1990) de 9 785 âmes, on peut estimer au mieux la contribution locale du tourisme à 307 dollars de chiffre d'affaires par habitant et par an (alors que plus de 3 000 dollars sont drainés vers le continent, toujours par habitant et par an).

Ce constat restitue assez bien l'ambivalence de l'activité touristique aux Galapagos, qui est à la fois importante par le chiffre d'affaires global qu'elle produit au niveau national et dérisoire quant à la part abandonnée localement.

#### La fondation Charles-Darwin

Les financements de la fondation Charles-Darwin — via sa station de recherche — ont évolué de la façon suivante (tabl. IV).

En trente ans, les ressources disponibles ont été multipliées par cinquante, avec une tendance à la baisse à partir de 1991 puisque, pour 1993, le budget ne dépasserait pas les 400 000 dollars. L'intégralité de ces financements n'est pas réinjectée dans l'économie locale. Les salaires versés au personnel équatorien de la station de recherche représentent, selon les années, entre 15 % et 25 % du budget total. Pour le reste, et faute d'avoir accès à la ventilation des dépenses de la station, on est conduit à formuler une hypothèse grossière relative aux autres

TABLEAU IV  
Évolution des ressources de la fondation Charles-Darwin

Année	Ressources (en USD)	Indice
1960	15 400	100
1965	12 804	83
1971	12 616	82
1973	17 423	113
1980	497 906	3 233
1985	543 894	3 532
1990	798 190	5 183
1991	722 215	4 690

Sources : fondation Charles-Darwin

charges de fonctionnement (électricité, carburant, entretien, soutien aux programmes de recherche, etc.) : en estimant qu'au moins 50 % du budget est dépensé localement, on peut retenir qu'en 1990, environ 400 000 dollars étaient injectés directement dans le circuit économique insulaire, soit environ 41 dollars par an et par tête.

### Les activités productives enregistrées

Il est possible d'estimer le surplus dégagé des activités productives enregistrées<sup>17</sup> de l'archipel à partir des estimations de flux maritimes vers le continent<sup>18</sup> (1991). Six produits principaux sont répertoriés (porcs, poissons, cuir, café, bœufs, chèvres) : à partir du poids et de la valeur estimés, on peut très grossièrement évaluer le surplus exporté entre 100 000 et 200 000 dollars.

Ces données conservent une cohérence comptable puisqu'elles indiquent un niveau de ressources par tête estimé à 700 dollars par an (données 1990)<sup>19</sup>, pour un PIB (produit intérieur brut) moyen par habitant de 1 100 dollars pour l'ensemble de l'Équateur.

En résumé, pour 1990, la structure des ressources de l'économie des Galapagos peut être établie de la façon suivante (tabl. V).

TABLEAU V  
Principales ressources de l'économie des Galapagos

Provenance	Ressources locales (millions de US\$)	Ressources par habitant (en US\$)	%
État	2,70	276	39,4
Banque du développement	0,55	56	8,0
Tourisme	3,00	307	43,8
Fondation Charles-Darwin	0,40	41	6,0
Exportations	0,20	20	2,9
Total	6,85	700	100,0

<sup>17</sup> Il est évidemment impossible de quantifier les activités productrices de l'économie parallèle, basée essentiellement sur l'exportation d'espèces marines en principe protégées comme les holothuries, les langoustes et les requins.

<sup>18</sup> *Indicadores Regionales* Ib. 110.

<sup>19</sup> Si les ressources que nous avons comptabilisées ne constituent pas une somme de valeurs ajoutées — ce qu'est le PIB —, leur injection dans le circuit économique insulaire les transformera en valeur ajoutée pour les activités locales.

Ainsi la contribution du secteur public est au moins égale aux retombées locales du tourisme. Si l'on prend en compte l'effet restrictif des mesures d'ajustement structurel sur la dépense publique, le tourisme est dans ce contexte la seule variable du schéma de croissance économique des Galapagos.

### Migrations vers l'« Eldorado »

La volonté d'affirmer la souveraineté nationale sur les Galapagos par leur peuplement au moyen de la création d'une économie locale dépendant à long terme des fonds publics et du tourisme se traduit, à partir des années soixante-dix, par un fort courant migratoire à destination d'un archipel qui devient alors synonyme d'« Eldorado » pour beaucoup d'Équatoriens du continent.

On estime la population actuelle de l'archipel à environ 12 000 personnes. Le recensement de 1982 indiquait que près de 60 % de la population insulaire venait de l'Équateur continental, alors qu'en 1990, cette proportion atteint presque 65 %. Quatre provinces (Guayas, Tungurahua, Pichincha et Manabi) fournissent 60 % du volume migratoire, en 1982 comme en 1990<sup>20</sup>. Près de 45 % des personnes nées hors des Galapagos avaient entre dix et vingt-neuf ans au moment du recensement de 1990. 6 323 personnes résidentes aux Galapagos n'y étaient pas nées, alors que, parmi les dix millions d'Équatoriens du continent, seulement 1 582 déclaraient être nées dans l'archipel : le flux migratoire relativement jeune et important explique que la croissance de la population des Galapagos s'élève à un rythme trois fois supérieur à celui du taux moyen national.

Trois catégories principales de migrants peuvent être envisagées : les « spontanés », les « embauchés » et les fonctionnaires.

La majorité des migrants ignorent, avant leur départ, les emplois qu'ils obtiendront sur place. Pour ces migrants spontanés, l'information sur les opportunités d'emploi, la diffusion de la représentation des Galapagos comme marché du travail se font essentiellement à travers les réseaux de parenté ou d'origine géographique, qui fournissent les contacts nécessaires mais aussi l'accueil. La plupart des migrants spontanés sont peu ou pas qualifiés et occupent des emplois que le boom touristique des années quatre-vingt a créés principalement sur Santa Cruz : maçons, charpentiers, serveurs, mécaniciens, matelots, etc.

<sup>20</sup> Mais notons que ces quatre provinces rassemblent aussi 60 % de la population totale des vingt-et-une provinces que compte l'Équateur.

Une variante du migrant spontané est celle constituée par des personnes venues s'installer aux Galapagos pour fuir la civilisation, qu'elle soit européenne ou quiténienne<sup>21</sup>, ou pour échapper à de vieux démons, à des créanciers, voire à Interpol... Les vieux colons européens — une dizaine de familles à Puerto Ayora — arrivés avant l'ère du tourisme font partie de ce type de migrants ; ils en constituent l'aristocratie en raison de leur antériorité et de leur réussite économique liée au tourisme.

Les migrations sont aussi le résultat d'une demande locale de main-d'œuvre : les entreprises de tourisme, la station de recherche Charles-Darwin ou des particuliers recherchent une main-d'œuvre bon marché venue du continent, rémunérée selon le taux salarial continental. Ainsi, les familles de vieux colons européens, pourtant farouchement hostiles à l'immigration populaire équatorienne, recrutent leurs employés domestiques directement sur le continent... Lorsque leur contrat prend fin, ces migrants s'installent à leur compte ou sont embauchés sur place, puis font venir à leur tour famille, connaissances ou employés... Une bonne partie des migrants « embauchés » le sont en raison de leurs compétences professionnelles, inexistantes dans un archipel au niveau éducatif déplorable, dépourvu de centres de formation.

Les niveaux et les genres de vie des Galapaguiens sont très contrastés et nuancent fortement l'image d'« Eldorado » associée à l'archipel par les candidats à l'émigration. Le premier clivage est d'ordre géographique : les Galapagos ne sont pas un ensemble homogène, mais un archipel constitué par quelques îles habitées, et à l'intérieur de celles-ci existent des zones — urbaines ou rurales — aux conditions de vie très différenciées. Isabela et Floreana sont des îles marginales, peu touchées par le tourisme et vivant en grande partie d'une autosubsistance forcée, et quelque peu misérable. Les rares migrants qui s'y rendent sont attirés par des activités illégales — comme la pêche aux holothuries — qui s'y développent précisément en raison de leur marginalité géographique.

À Puerto Baquerizo (San Cristobal) et surtout à Puerto Ayora (Santa Cruz), la situation est tout autre puisque l'économie insulaire s'est développée à partir de ces petites villes. Ces deux bourgades portuaires laissent apparaître de forts contrastes socio-économiques. À Puerto Ayora, les différences sociales se traduisent par une ségrégation spatiale, visible dans le paysage urbain : un habitat précaire sans eau, sans électricité ni fosse septique de la périphérie urbaine coexiste avec de coquettes villas du « Quartier des Allemands », refuge des vieux colons européens et de quelques nouveaux riches. Contrastes aussi dans les genres de vie de la population : quand les propriétaires, les gérants ou certains

<sup>21</sup> Quito, capitale politique de l'Équateur.

capitaines de bateaux, auxquels on peut ajouter quelques patrons de négoces lucratifs et une poignée de guides gagnent — bien — leur vie en dollars, la majorité de la population est constituée par des migrants poussés hors du continent par la pauvreté et qui subsistent grâce à des activités informelles qui, directement ou non, mettent à mal le milieu naturel terrestre et maritime.

## DES SIGNES DE DÉRÈGLEMENT DU SYSTÈME

La dynamique historique des Galapagos est sous-tendue par une ouverture croissante de l'archipel au monde. Si cette extraversion du système lui a permis de se constituer et de se reproduire pendant une vingtaine d'années, elle est aujourd'hui lourde de menaces pour sa survie.

Le « système Galapagos » dépend étroitement des flux de touristes et de fonds destinés à la protection de la nature, en provenance des pays du Nord. Or la récession mondiale à partir de 1990 a modifié la structure des premiers et diminué les seconds. De plus, les Équatoriens visitent moins l'archipel comme touristes mais de plus en plus comme migrants, en espérant y trouver des conditions de vie meilleures que celles de l'Équateur continental. Enfin les politiques d'ajustement, mises en œuvre plus nettement depuis 1992, ont réduit la capacité de financement et d'investissement d'un État équatorien qui en appelle à l'initiative privée et aux avantages comparatifs pour générer de nouvelles ressources en devises. Face à ces contraintes économiques et à ces choix, les objectifs de stricte protection de la nature ou d'affirmation de la souveraineté nationale reculent.

### Le tourisme sélectif

L'« écotourisme » est le maître mot du dernier plan d'aménagement publié en 1992 — venant après six documents consacrés depuis vingt ans à une gestion plus technocratique qu'effective de l'archipel —, mais la population des Galapagos ne s'y est pas trompée et le nomme « tourisme sélectif », appellation devenue d'usage courant. En augmentant sans cesse les coûts d'approche, les tarifs et la qualité des prestations, l'objectif premier de cette politique est de valoriser davantage l'espace naturel des Galapagos et de faire passer le tourisme, à l'échelle nationale, du quatrième rang des exportations au second. L'autre objectif du tourisme sélectif vise à assurer la protection des Galapagos comme espace naturel à travers les règles du marché, puisque ni l'État ni les institutions conservacionnistes ne semblent en mesure d'y parvenir par la voie réglementaire. En réduisant la part de valeur

ajoutée distribuée localement, particulièrement dans l'économie de Puerto Ayora, on devrait dissuader les candidats à la migration et ainsi soulager d'autant le milieu naturel de la pression humaine.

La structure de l'économie locale et l'origine des ressources montrent que l'accès à la rente touristique offre la seule véritable perspective d'amélioration du revenu global de l'archipel. L'orientation vers le tourisme sélectif, décidée par les grands opérateurs touristiques, appuyée par les pouvoirs publics et cautionnée par les organismes conservationnistes, va écarter encore un peu plus la population locale du partage de la rente touristique.

La crise économique mondiale et nationale ainsi que cette restructuration conduisent à une diminution du nombre de touristes présents dans les centres urbains. L'espace touristique des Galapagos est en cours d'évolution : le tourisme « traditionnel » était centré sur les bourgades — notamment Puerto Ayora — à partir desquelles les visiteurs rayonnaient dans l'archipel. Ce tourisme alimentait ainsi le circuit économique local puisque une proportion significative de visiteurs, pas assez fortunés pour accéder aux croisières de plusieurs jours dans l'archipel, se logeait, se nourrissait et se distrayait à terre, tout en faisant travailler les petits patrons d'embarcations et les vendeurs d'artisanat *galapagueños*. Le nouvel espace touristique qui se dessine est, au contraire, périphérique par rapport à ces centres urbains : à Puerto Baquerizo comme à Baltra, les « écotouristes » passent directement de l'avion au bateau, sillonnent l'archipel pendant les quelques jours de leur croisière, débarquent une demi-journée aux marges de Puerto Ayora pour visiter les installations de la station de recherche Charles-Darwin, puis rejoignent à nouveau l'aéroport d'où ils s'envolent vers le continent.

Un double mouvement se dessine nettement. D'une part, une augmentation globale du nombre de touristes étrangers et une croissance plus que proportionnelle des rentrées de devises, induite par la hausse des tarifs. D'autre part, une orientation à la baisse (relative et peut-être même absolue) des ressources touristiques captées par l'économie locale.

### Marginalisation sociale et prédation

Si l'objectif annoncé est de protéger l'espace naturel des Galapagos, l'État, les grands opérateurs touristiques et les institutions conservationnistes sont en train de pousser la population locale vers des activités de prédation d'autant plus destructrices qu'elle est davantage écartée de la rente touristique. Compte tenu des difficultés de l'économie équatorienne continentale et de la réputation persistante des Galapagos comme « Eldorado », on peut douter que le flux migratoire

se résorbe sous le seul effet du tourisme sélectif : la population aura sans doute tendance à s'accroître encore rapidement alors que le revenu global disponible risque de stagner, voire de se réduire. Il en résulte déjà une pression croissante des populations locales sur les ressources naturelles à travers des activités de prédation, non marchandes ou marchandes : pêche des holothuries et des requins (ailerons) exportés vers l'Extrême-Orient ; petite pêche de coquillages et de crabes sur les côtes aux abords des bourgades, pour la revente ou l'autoconsommation ; capture de la langouste, etc. Pour la majorité des laissés-pour-compte, l'obtention de revenus passe aussi par les prélèvements illégaux sur cette même rente : délinquance, agression de touristes, prostitution, drogue.

### Une régulation étatique faible

L'appareil d'État équatorien se caractérise par plusieurs traits : une forte tendance à légiférer de façon pas nécessairement harmonisée ; une possibilité d'arbitrage limitée entre des institutions aux prérogatives enchevêtrées ; peu de moyens pour faire respecter le droit ; une faible capacité budgétaire de redistribution ; des objectifs économiques nationaux visant à valoriser les opportunités de création d'emplois et de revenus et à générer des devises ; et, en sus, une ardente obligation de protection des Galapagos vis-à-vis de la communauté internationale.

Il n'existe pas une entité de référence qui aurait en charge la gestion intégrée de l'archipel ou disposerait d'un pouvoir ultime de décision. Les pouvoirs publics auraient dû être le lieu d'arbitrage au-dessus des intérêts privés équatoriens ou internationaux, économiques ou écologiques, nationaux ou régionaux, mais ils paraissent être davantage le prolongement de diverses dynamiques composites — présidence, Ingala, Commission permanente, Inefan, ministère de l'Agriculture, Marine de guerre, Forces aériennes, ministère du Tourisme et de l'Information, Aviation civile, Cetur, INP, Digmer<sup>22</sup>, etc. — qui s'entrelacent pour vider l'État d'une véritable capacité d'action et donc de politique globale. Enfin, on ne doit pas écarter les divers appétits que suscitent la formidable rente touristique et les gains individuels considérables que peuvent générer les activités marchandes prédatrices liées au milieu marin.

<sup>22</sup> Ingala : Instituto Nacional Galapagos ; Cetur : Corporación Ecuatoriana de Turismo ; INP : Instituto Nacional de Pesca ; Digmer : Dirección General de Marina Mercante.

## CONCLUSION

Si, entre 1970 et 1990, les dynamiques de peuplement, du développement du tourisme et de la conservation ont pu cohabiter compte tenu de la faiblesse initiale des deux premiers facteurs et de la protection naturelle dont jouissait l'archipel, il est à craindre que les rythmes de croissance de la population et du flux touristique (12,5 % l'an) deviennent de moins en moins compatibles avec la conservation de l'archipel. Cet antagonisme ne surgit qu'après vingt ans de mise en place, d'affirmation et d'intensification de ces dynamiques, vingt années qui ont pu laisser croire que les Galapagos pouvaient être perçues comme un exemple de « développement durable » avant la lettre.

L'idéologie naturaliste, qui a toujours entretenu la thèse puis le mythe d'un espace vierge, ne pouvant plus être défendue, il y a peut-être urgence à concevoir une forme de conservation capable de s'affirmer face à une colonisation humaine irréversible et à une mise en valeur touristique active.

Si, par rapport aux instances internationales, l'État équatorien apparaît comme le garant de la protection des Galapagos, sur le plan national, les orientations choisies récemment passent essentiellement par le marché.

L'Équateur a signé la convention de Rio (1992), ses gouvernements successifs se sont engagés à respecter la biodiversité des Galapagos (MAB — Man And Biospher —, 1985), et à assumer les responsabilités que supposent l'intégration de l'archipel au « patrimoine naturel de l'humanité » (1979) comme sa constitution en parc national (1959). Mais où finit « l'ardente obligation » et où commence la pétition de principe ? Cette volonté annoncée par l'État *urbi et orbi* se superpose-t-elle exactement aux contours des contraintes internes nationales ? Ce « patrimoine de l'humanité » est-il une volonté entretenue par les pays du Nord pour promouvoir leur conception de l'ordre mondial, en termes non seulement politiques et économiques mais aussi maintenant écologiques<sup>23</sup> ? Ou bien ces mêmes pays développés recherchent-ils une régulation de long terme, au profit de toutes les générations futures et de toutes les nations indistinctement, en préservant un capital naturel mondial et des valeurs universelles ? Ce qui apparaît dans un cas comme de l'impérialisme classique devient dans l'autre plus qu'un droit, un devoir d'ingérence pour préserver un environnement commun à l'humanité.

<sup>23</sup> Comme il existe une division internationale du travail, il apparaîtrait une division internationale de l'environnement.

Il y aurait donc fondamentalement un décalage entre la définition d'un objectif conservacionniste par une entité (le Nord) et sa mise en œuvre par une autre (le Sud) qui, sans réfuter le discours écologique, doit le gérer sous la contrainte d'une situation de sous-développement, dont une des composantes renvoie à la capacité effective de régulation dont disposent véritablement les États et les administrations du Sud pour mettre en œuvre une politique de protection de la nature. Si la maîtrise de l'environnement renvoie au pouvoir d'État, *quid* d'une politique de protection du milieu dans les sociétés en développement ?

### BIBLIOGRAPHIE

- BANCO CENTRAL DEL ECUADOR, 1993 — *Información Estadística mensual*. 1691, Enero 31 de 1993, Quito.
- BANCO CENTRAL DEL ECUADOR, 1992 — *Boletín Anuario*. 14.
- BANCO NACIONAL DE FOMENTO, 1990 — *Informe anual 1990*.
- BANQUE MONDIALE, 1992 — *Rapport sur le développement dans le monde, Le développement et l'environnement*. Washington, 299 p.
- DARWIN (C.), 1985 — *Voyage d'un naturaliste autour du monde*. Paris, La Découverte, tome II, 299 p.
- DELER (J.-P.), 1981 — *Genèse de l'espace équatorien*. Paris, édit. ADPF, 279 p.
- EPLER (B.), 1993 — *An Economic and Social Analysis of Tourism in the Galapagos Islands*. Tinker Foundation and Office of Environment and Natural Resources, Bureau for Research and Development United States Agency for International Development, 37 p.
- GRENIER (C.), 1994 — De l'espace marginal à l'espace pionnier frontalier : ouverture et attraction des Galapagos. *L'espace géographique*, 3 (94).
- INEC, 1990, 1982, 1974 — *Censo de población de la Provincia de Galápagos*. Quito.
- LARREA (G.), 1982 — *Patrimonio Natural y Cultural Ecuatoriano*. Quito, Banco central del Ecuador, 260 p.
- MINISTERIO DE FINANZAS, — *Liquidación Presupuesto del Gobierno Nacional por Provincia y Dependencia, 1988-1991*. Subsecretaria del Presupuesto.
- RODRIGUEZ ROJAS (J.), 1992 — *Indicadores Regionales de Galapagos*. Fundación Charles Darwin para las Islas Galapagos.
- SILVA (P.), 1992 — « Las Islas Galápagos en la historia del Ecuador ». In : *Nueva Historia del Ecuador, vol. XII : Ensayos Generales I : Espacio, población, región*. Quito, Corporación Editora Nacional : 253-303.
- WORSTER (D.), 1992 — *Les pionniers de l'écologie*. Paris, édit. Sang de la terre, 412 p.